

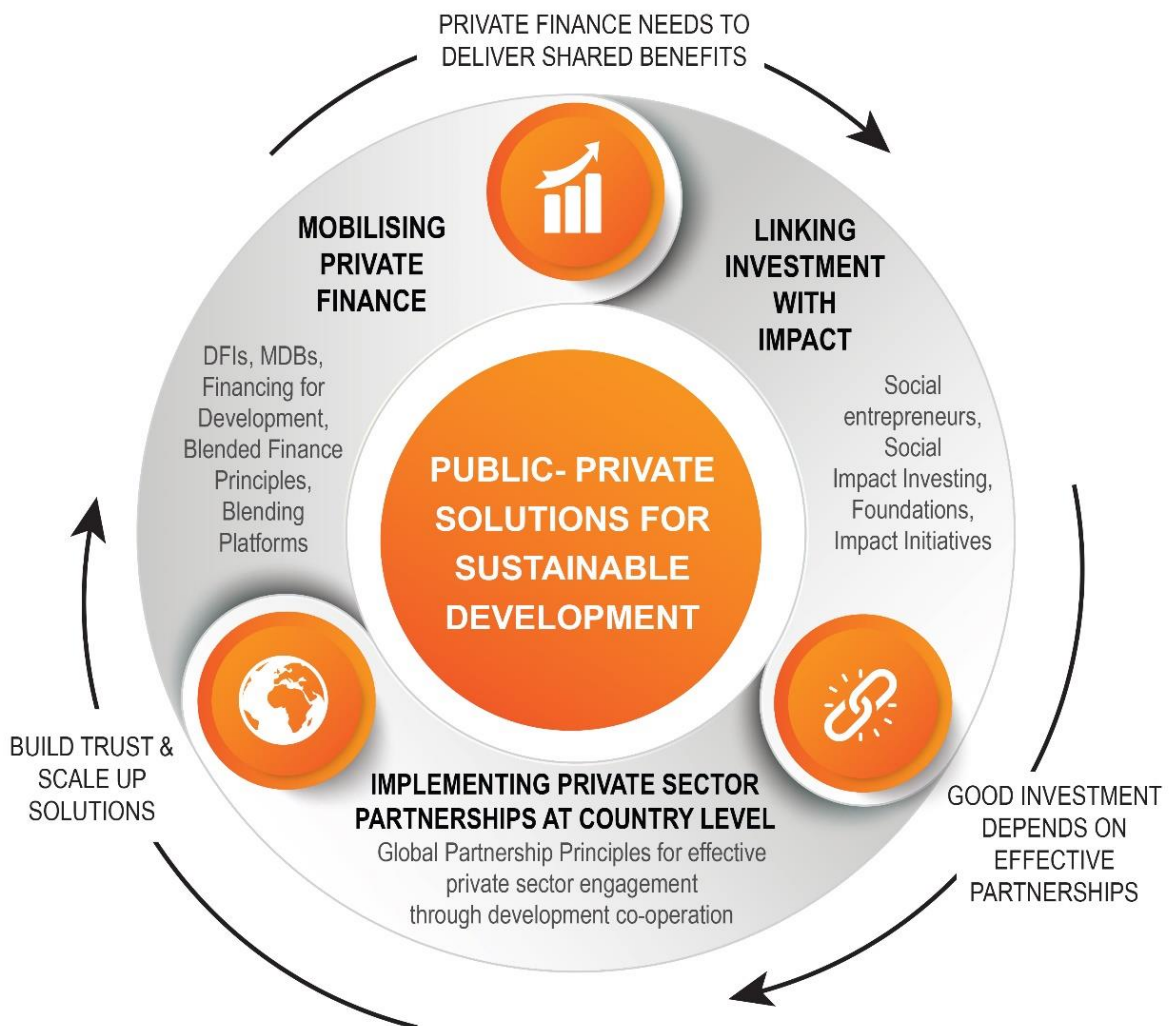
ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ PAR LE BIAIS DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

16 - 17 janvier 2019 – Paris, France

FAIRE FONCTIONNER LES PARTENARIATS AVEC LE SECTEUR PRIVÉ: COMMENT LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PEUT-ELLE CONTRIBUER?

Les entreprises font preuve de créativité, investissent et innovent pour relever les défis du développement durable. Elles apportent ainsi une contribution considérable à la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable et aux Objectifs de Développement Durable (ODD). En collaborant étroitement, les acteurs publics et privés peuvent mobiliser des financements privés supplémentaires, lier ces investissements à un impératif d'impact et s'assurer que les partenariats avec le secteur privé au niveau national produisent les résultats et l'impact escomptés (voir graphique 1).

Graphique 1: Solutions public-privé pour le développement durable: Trois dimensions clés.



ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ PAR LE BIAIS DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

16 - 17 janvier 2019 – Paris, France

Jusqu'à présent, une grande attention a été accordée à la mobilisation de financements privés pour l'Agenda 2030. Il est essentiel de lier les investissements à l'impact et de mettre en œuvre des partenariats efficaces au niveau des pays, car les partenaires du développement offrent de nouvelles opportunités de soutien pour faire participer le secteur privé.

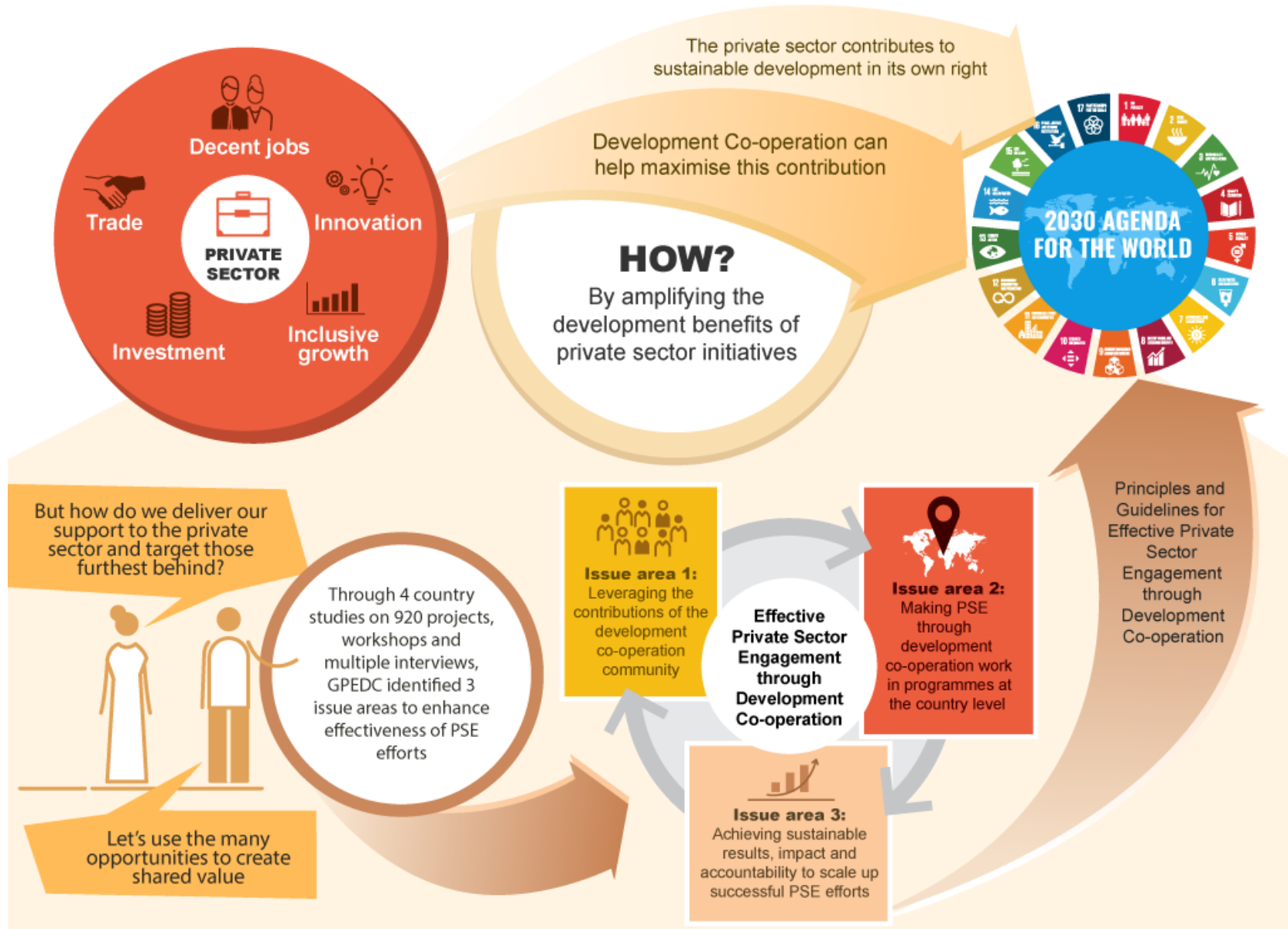
Les partenaires du développement tirent les leçons de leurs expériences et adaptent leurs politiques et approches afin de créer des incitations, de gérer les risques et de veiller à ce que les investissements conduisent à une valeur partagée pour les entreprises et la société. Cela a conduit à un changement remarquable dans la façon dont la coopération au développement est perçue et menée. Alors que les gouvernements, la société civile et les divers secteurs privés saisissent de nouvelles occasions de travailler ensemble efficacement, il est nécessaire de se concentrer davantage sur la manière d'utiliser les ressources publiques à cette fin.

Pour que l'engagement du secteur privé (ESP) dans la coopération au développement prenne son plein essor, il faut tenir compte d'un certain nombre de points de vue polarisés. Différents acteurs s'inquiètent du risque d'utiliser les ressources publiques uniquement à des fins privées, entraînant des distorsions du marché, ou encore de l'aide liée. L'engagement du secteur privé par le biais d'un soutien public international exige également des efforts particuliers pour cibler ceux qui en ont le plus besoin et sortir les populations de la pauvreté, ainsi qu'une attention accrue pour obtenir des résultats pérennes, sur le long terme. Avec des intérêts différents en jeu, il reste difficile de générer de la "valeur partagée", c'est-à-dire des avantages commerciaux *et* de développement. De nombreux acteurs s'inquiètent également des effets potentiellement néfastes de certaines pratiques du secteur privé et de l'absence de garanties efficaces.

Pourtant, malgré ces défis, le dynamisme avec lequel les investisseurs et les entreprises s'engagent auprès de cette coopération témoigne du potentiel croissant de la coopération au développement à faire participer le secteur privé au développement durable. Dans le même temps, et malgré les bonnes pratiques encourageantes des partenariats avec le secteur privé au niveau des pays, beaucoup considèrent que l'engagement du secteur privé (ESP) dans la coopération au développement n'est pas encore à la hauteur de son véritable potentiel. Cela exige un effort plus systématique pour amplifier les avantages au développement des initiatives du secteur privé, ainsi que les principes et lignes directrices pour une ESP efficace dans la coopération au développement (voir graphique 2).

En mettant l'accent sur la mise en œuvre de projets au niveau des pays, le Partenariat Global pour une Coopération au Développement Efficace (GPEDC) vise à compléter les efforts des autres partenaires pour mobiliser des financements privés pour les ODD.

Graphique 2: Comment la coopération au développement soutient-elle les partenariats avec le secteur privé au niveau national?



LES PARTENARIATS AVEC LE SECTEUR PRIVÉ: QUELS SONT LES ENJEUX?

Dans quatre pays, le Bangladesh, le Salvador, l'Égypte et l'Ouganda, des études de cas ont permis d'identifier trois facteurs interdépendants et se renforçant mutuellement, résumés dans un document thématique¹ (voir graphique 3). Ceux-ci se centrent sur ce qui suit:

- Tirer parti des contributions de la communauté de la coopération au développement
- Faire en sorte que l'ESP fonctionne dans les programmes au niveau des pays
- Obtenir des résultats, un impact et une responsabilisation durables afin d'élargir la portée des projets de l'ESP qui réussissent.

Les quelques 900 projets examinés dans le cadre du document de réflexion portaient plus particulièrement sur la modalité de financement, caractérisée par un transfert direct de ressources par les partenaires du développement aux projets soutenus par le secteur privé. Toutefois, les questions identifiées sont pertinentes pour toutes les modalités de l'ESP dans la coopération au développement et d'un soutien non financier, comme le renforcement des capacités et le dialogue.

Ces questions alimenteront les principes de l'ESP qui visent à compléter d'autres principes existants, tel que ceux de la finance mixte et ceux du Pacte Global de l'ONU. Ils s'inscrivent dans une série de conditions cadres jugées essentielles à l'efficacité de l'ESP et s'appuient sur les contributions des débats politiques en cours dans d'autres forums (comme l'environnement favorable et les normes ESG).

QUELLES SONT LES QUESTIONS PRIORITAIRES POUR LES DIFFÉRENTS ACTEURS?

Cet ensemble de questions constitue la base d'une consultation inclusive entre un large éventail de parties prenantes, dans le but d'identifier et de définir des priorités. Une enquête montre que ces questions sont d'une grande importance et présentent une urgence particulière en ce qui concerne les points suivants:

- L'importance de la coopération au développement dans **la création de liens et de rapports de confiance** grâce à la participation de diverses parties prenantes de l'ESP et à l'encouragement de partenariats et d'investissements par la promotion de la collaboration entre sections.
- Il est également important de **sensibiliser** le secteur privé local aux opportunités de l'ESP, de travailler avec les partenaires locaux à la planification et à la mise en œuvre des projets et d'améliorer la coordination au niveau national, notamment entre le gouvernement et les partenaires du développement.

¹ <http://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2018/11/PSE-Issue-Areas-Paper-for-Consultation.pdf>

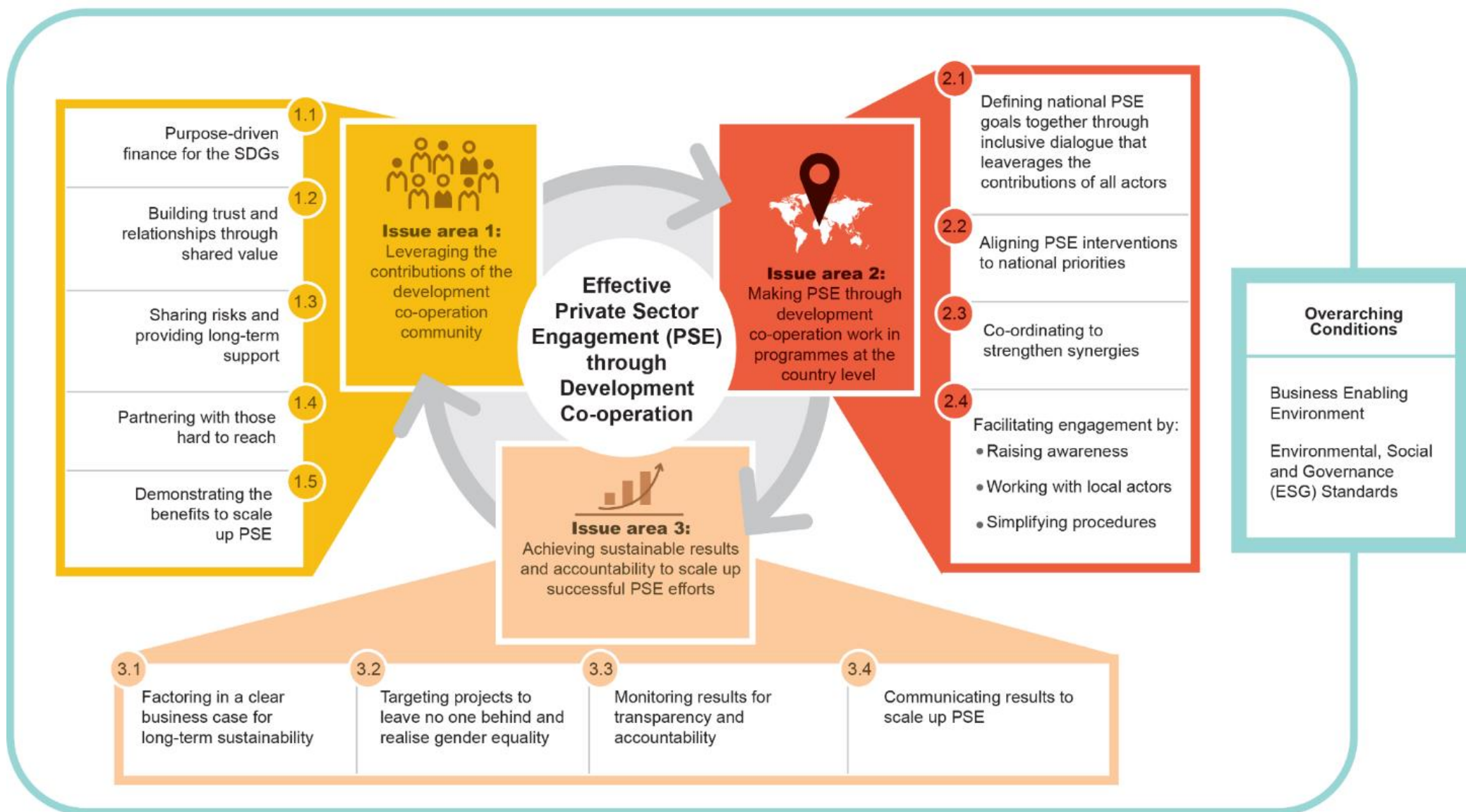
ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ PAR LE BIAIS DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

16 - 17 janvier 2019 – Paris, France

- L'importance du **suivi des résultats** des projets d'ESP pour générer des données probantes, des leçons-clés et assurer la transparence et la responsabilité, et la nécessité de communiquer les résultats pour promouvoir l'apprentissage et intensifier les efforts de l'ESP.

Les membres du Caucus des Chefs d'Entreprise du Partenariat Global, un groupe consultatif de haut niveau, ont souligné que tous les principes et lignes directrices pour un ESP efficace dans la coopération au développement devraient être fondés sur des efforts pour instaurer un climat de confiance et créer du lien entre le secteur privé et les autres acteurs au niveau national. Ils mettent également en évidence: (a) la nécessité de partager les risques proportionnellement ; (b) le soutien aux priorités nationales de développement ; (c) l'établissement d'attentes réalistes pour cibler les personnes mal desservies par le marché ; (d) la démonstration des résultats ; et (e) l'instauration d'un dialogue inclusif public-privé.

Graphique 3: Facteurs à prendre en considération



ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ PAR LE BIAIS DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

16 - 17 janvier 2019 – Paris, France

UN FORUM DES POLITIQUES SPÉCIALISÉES : QUE FAUT-IL RETENIR?

Dans le cadre de la Semaine de l'OCDE sur le Financement Privé pour le Développement Durable, ce dialogue politique spécialisé du Partenariat Global pour une Coopération Efficace au développement (GPEDC) sera un dialogue ouvert et inclusif entre tous les partenaires concernés pour accélérer les progrès vers un ESP plus efficace dans la coopération au développement. Il réunit des entreprises, des investisseurs ainsi que des décideurs politiques de haut niveau, des acteurs gouvernementaux, des membres de la société civile, des syndicats, des parlements et des organisations internationales pour un dialogue franc et ouvert.

S'appuyant sur les questions émergentes décrites ci-dessus, l'objectif principal du dialogue est de favoriser une compréhension commune des défis et des opportunités rencontrés lors de la mise en œuvre de l'ESP au niveau national et de façonner les principes et lignes directrices de l'ESP pour aider à une mise à l'échelle des solutions avec tous les partenaires de divers secteurs et régions, dans la perspective de la Réunion de Haut niveau du Partenariat Global qui se tiendra à New York en juillet 2019. Alors que d'autres se sont concentrés sur la mobilisation des ressources du secteur privé pour le développement durable aux niveaux national et international, le travail du Partenariat Global se concentre sur *l'efficacité de la mise en œuvre des projets et programmes au niveau national*.

Le dialogue portera sur un certain nombre de questions clés :

- Comment l'ESP, mobilisé dans la coopération au développement, peut-il contribuer à bâtir des sociétés prospères en partageant les risques, en touchant ceux qui en ont le plus besoin et en fournissant efficacement les résultats convenus?
- Comment les acteurs publics, privés et de la société civile peuvent-ils instaurer un climat de confiance pour soutenir des ESP efficaces à une échelle nationale?
- Quels sont les rôles et attentes des différents acteurs de l'ESP et comment tirer parti de leurs contributions pour élargir les projets d'ESP réussis?
- Quels éléments de principes et lignes directrices faudrait-il pour assurer un ESP efficace en termes de coopération au développement?

ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ PAR LE BIAIS DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

16 - 17 janvier 2019 – Paris, France

ORDRE DU JOUR

MERCREDI, 16 JANVIER 2019

9.30 – 12.45	Tirer les leçons de l'engagement du secteur privé dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (BB12)	Caucus des Chefs d'Entreprise (réunion restreinte, BB3)
13.30 – 14.00	Accueil et inscription (<i>Lieu du forum: Auditorium de Boulogne</i>)	
14.00 – 15.00	OUVERTURE: Impliquer le secteur privé dans la coopération au développement: quels sont les enjeux?	

Pour tirer le meilleur parti des efforts d'engagement du secteur privé (ESP), mobilisés dans la coopération au développement, il faut un débat honnête sur la manière d'exploiter pleinement son potentiel et de répondre aux défis et préoccupations sous-jacents soulevés par les gouvernements des pays partenaires, le secteur privé, les organisations de la société civile et certains partenaires du développement. S'appuyant sur les récents travaux d'analyse et consultations sur l'ESP, cette séance plantera le décor et permettra d'identifier les principaux éléments constitutifs de l'efficacité de l'ESP. Elle aidera également les participants à comprendre le rôle du Partenariat Global dans la promotion de l'efficacité de tous les types de coopération au développement, y compris de l'ESP en tant que question politique dont la pertinence croissante.

Maître de cérémonie: Henri-Bernard Solignac-Lecomte, Chef de la Communication, Direction de la Coopération au Développement, OCDE

Hôte, modérateur et introduction: Jorge Moreira da Silva, Directeur, Direction de la Coopération au Développement, OCDE

- **Mot de bienvenue:**
 - **Fred Twesiime**, Commissaire, Ministère des Finances, Ouganda
 - **Uta Böllhof**, Directrice générale adjointe, Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), Allemagne
 - **Vitalice Meja**, Coprésident, Partenariat des OSC pour l'Efficacité du Développement
- **Créer de la valeur ajoutée et des bénéficiaires commerciaux pour le développement: Drew Smith**, Directeur, Planification stratégique et opérations, Affaires mondiales Canada
- **Principes pour le secteur privé: Qu'est-ce que le secteur privé a à y gagner? Cristina Moral Zarrabeitia**, Chef Responsabilité des Entreprises, Ferrovial

ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ PAR LE BIAIS DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

16 - 17 janvier 2019 – Paris, France

15.00 – 16.30 **SESSION 1: Générer des bénéfices pour les plus isolés: Comment gérer les risques et produire des résultats efficaces ?**

Le financement axé sur les objectifs des partenaires du développement vise à promouvoir les investissements et les solutions qui ciblent les besoins des zones reculées et des populations marginalisées, notamment par le biais de partenariats avec les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), les acteurs du secteur informel, les jeunes et les femmes. L'Agenda 2030 fournit le cadre général de l'ESP, mobilisé dans la coopération au développement. Cependant, l'ESP n'est pas sans risques pour les partenaires concernés. Bon nombre de ces risques s'amplifient lorsque des efforts sont déployés pour faire en sorte que personne ne soit délaissé, ce qui oblige les partenaires à agir sur la base d'un scénario de rentabilité clair, à cogérer les risques financiers et autres, à se concentrer sur la valeur partagée et à dégager des bénéfices commerciaux et des résultats pour le développement.

Questions: Comment le financement axé sur les objectifs peut-il être utilisé pour réduire les risques liés à l'investissement privé et aux partenariats afin de générer des résultats en matière de développement pour ceux qui sont les plus isolés, à côté des rendements financiers? Quels sont les principaux défis et opportunités pour les entreprises et les gouvernements? Comment les partenaires peuvent-ils définir, suivre et atteindre efficacement les résultats qui soutiennent l'Agenda 2030 et les Objectifs de Développement Durable?

Modérateur: **Kim Bettcher**, Directeur, Gestion des connaissances, Centre international pour l'entreprise privée

Intervention du panel suivi de sondage en direct et débat interactif:

- **Mories Atoki**, Senior Manager, Risque Assurance/Durabilité, PwC Nigéria
- **Gunter Schall**, Chef d'unité, Secteur privé et développement, Agence autrichienne de développement (ADA) et président du groupe ESP, Comité des donateurs pour le développement des entreprises (DCED)
- **Anwar Hossain**, Secrétaire associé, Ministère des Finances, Bangladesh
- **Pierre Habbard**, Secrétaire général du Comité consultatif des syndicats auprès de l'OCDE (TUAC)
- **Jeroen Kwakkenbos**, Conseiller principal en financement du développement et politique d'aide, Oxfam

16.30 – 17.00 *Pause Café*

17.00 – 18.30 **SESSION 2: Instaurer un climat de confiance afin que l'ESP fonctionne au niveau des pays**

La réussite de l'ESP repose sur la confiance entre les différentes parties prenantes. Au niveau des pays, des priorités gouvernementales claires en matière de partenariats avec le secteur privé, conformément aux stratégies nationales de développement et aux aspirations de l'Agenda 2030, définissent le cadre dans lequel les partenaires doivent travailler en fonction des attentes communes. Un dialogue franc et inclusif

ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ PAR LE BIAIS DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

16 - 17 janvier 2019 – Paris, France

entre les secteurs public et privé est essentiel pour favoriser l'établissement d'un climat de confiance entre les secteurs – par la définition conjointe des défis, des rôles et solutions, et par la collaboration à la réalisation d'objectifs communs. La communauté de la coopération pour le développement peut aider à établir et à renforcer ces relations de confiance entre les acteurs de bien des façons, par exemple en aidant les gouvernements des pays à définir les objectifs d'ESP et en agissant comme intermédiaire pour mettre en relation les partenaires commerciaux avec ceux qui sont mal desservis par le marché, notamment les MPME.

Questions: Comment les gouvernements nationaux, les entreprises et les partenaires du développement peuvent-ils instaurer un climat de confiance entre les acteurs au niveau des pays, notamment par le dialogue public-privé pour fixer les priorités en matière d'ESP?

Modérateur: **S.E. Monsieur Saber Chowdhury**, Membre du Parlement et Directeur Général, Karnaphuli Ltd., Bangladesh

Kick-off: **Madelka McCalla**, Responsable des relations avec les parties prenantes, AES Corporation: "Mettre en place de bonnes relations entre le secteur privé et les communautés locales"

Intervention du panel suivi de sondage en direct et débat interactif:

- **S.E. Monsieur Inocencio García Javier**, Vice-Ministre de la Coopération Internationale, République Dominicaine
- **Henry McLoughlin**, Directeur, Développement de l'entreprise, Capricorn Investment Group
- **Maria Lombardo**, Responsable des investissements en Europe, Moyen-Orient et Afrique, Invesco
- **Antti Karhunen**, Chef d'unité, Secteur privé et Commerce, Coopération internationale et Développement, Commission Européenne

18.30 – 19.30 *Cocktail organisé par les coprésidents du GPEDC (Terrasse intérieure)*

JEUDI, 17 JANVIER 2019

9.30 – 11.00 **TABLE RONDE: Intensifier l'efficacité de l'ESP dans la coopération au développement: Exploiter les contributions de tous les acteurs en mettant l'accent sur les résultats**

Illustrée par des cas de contributions de différents acteurs pour appuyer un ESP efficace, cette table ronde discutera des rôles et responsabilités des partenaires publics, privés et de la société civile pour élargir les partenariats efficaces du secteur privé, et de la manière de garantir une concentration sur les résultats, comme la création d'emplois décents.

Questions: De quoi a-t-on besoin pour que le partenariat entre les différents acteurs soit efficace? Quels rôles chaque acteur - gouvernements, partenaires du

ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ PAR LE BIAIS DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

16 - 17 janvier 2019 – Paris, France

développement, secteur privé, société civile, parlementaires, syndicats et autres - devrait-il jouer pour accroître les succès? Comment les partenaires peuvent-ils définir, suivre et obtenir ensemble des résultats qui soutiennent l'Agenda 2030 et les Objectifs de Développement Durable? De quoi a-t-on besoin pour mettre ces résultats à l'échelle?

Modératrice: Paloma Duran Y Lalaguna, Chef de Département, Politiques et Partenariats Mondiaux, Direction de la Coopération au Développement, OCDE

Tour de table et débat interactif avec l'auditoire:

- **Alan AtKisson**, Directeur général adjoint, Département des partenariats et innovation, SIDA, Suède
- **Mario Sander**, Représentant spécial et Directeur en Europe, Banque Mondiale
- **José Antonio González**, Directeur exécutif, Agence péruvienne de coopération internationale (APCI), Pérou
- **S.E. Monsieur Amadou Cissé**, Député, Mali
- **Paola Simonetti**, Directrice adjointe, Confédération Syndicale Internationale
- **Beverly Longid**, Coprésidente, Partenariat des OSC pour l'Efficacité du Développement

11.00 – 11.30 *Pause Café*

11.30 – 12.30 **Vers les fondements d'un engagement efficace du secteur privé : Mettre l'accent sur la mise en œuvre de partenariats avec le secteur privé au niveau des pays**

La table ronde finale s'appuiera sur des discussions de fond, explorera les éléments proposés pour les principes de l'ESP et encouragera les participants à s'engager dans les efforts du Partenariat Global pour élaborer des principes et lignes directrices dans la perspective de la Réunion de Haut niveau du Partenariat Global qui se tiendra en juillet 2019 à New York.

Modératrice: Janet Longmore, PDG, Digital Opportunity Trust

Principes émergents: Uta Böllhof, Directrice générale adjointe, Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), Allemagne

- **S.E. Madame Sahar Nasr**, Ministre de l'Investissement et de la Coopération Internationale, Égypte
- **Pearl Uzokwe**, Directrice, Gouvernance & Durabilité, Sahara Group Nigéria
- **Vitalice Meja**, Coprésident, Partenariat des OSC pour l'Efficacité du Développement

Discours de clôture: Masamichi Kono, Secrétaire Général Adjoint, OCDE

